

Optimisme pour les sports de combat

Pascal Milano La Presse+ Édition du 12 août 2020, section SPORTS, écran 8

Après une rencontre virtuelle d'environ 75 minutes avec différents intervenants gouvernementaux, dont le Dr Horacio Arruda, le regroupement des fédérations de sports de combat a bon espoir d'obtenir le feu vert de la Santé publique pour passer à la deuxième phase de son plan de relance.

Le plan s'articule autour de bulles de quatre combattants qui permettent le retour des entraînements avec contact.

Première victoire, mardi, pour les fédérations de boxe, judo, karaté, kick-boxing, lutte et taekwondo : la présence du directeur national de santé publique, le Dr Arruda, qui doit donner sa réponse d'ici le 1er septembre.

« Ma crainte était que l'on ait quelqu'un de la Santé publique avec une portée moins décisionnelle et avec moins d'influence, souligne le président de Judo Québec, Patrick Kearney. Il a été hyper attentif, hyper intéressé et très engagé. J'ai senti une belle ouverture. »

« Nos arguments ont été bien reçus et je pense que la Santé publique a compris l'urgence d'agir d'ici septembre », ajoute la présidente de la Fédération québécoise de boxe olympique, Ariane Fortin-Brochu.

Front commun

Les sports de combat ont fait front commun en présentant un plan identique, même si certains ajustements sont nécessaires en fonction de la discipline. Le grand principe est cependant le même avec des bulles inamovibles de quatre combattants.

« Si mon fils attrape la COVID-19, par exemple, on isole les trois autres et j'ai pas mal limité les dégâts, illustre Patrick Kearney. Le risque est hyper acceptable, et c'est probablement moins risqué que dans d'autres sports. On fait vraiment un gros effort pour limiter la propagation. »

Réponse du Dr Arruda : comment les clubs vont-ils assurer que les bulles, mais aussi les règles sanitaires, soient respectées ? Ce n'est pas compliqué, réplique Ariane Fortin-Brochu. Selon elle, les clubs ont joué le jeu depuis la reprise des entraînements en solitaire et sans contact le 22 juin.

« Beaucoup de mesures sont déjà en place. Les jeunes arrivent avec le masque et ils sont déjà habillés. Il n'y a pas de vestiaires. On a eu de très bonnes réponses de nos clubs et on était en étroite communication avec eux avant même leur réouverture. [...] Quand

on déconfiner, il y aura toujours des cas, mais on demande à la Santé publique de nous faire confiance. »

« On a exprimé qu'on méritait la même confiance que celle donnée aux autres sports. »

— Ariane Fortin-Brochu, présidente de la Fédération québécoise de boxe olympique

Selon Patrick Kearney, les intervenants du gouvernement ont vu le « sérieux de [leur] démarche ». Il s'est notamment appuyé sur des comparatifs avec d'autres pays en Asie ou en Europe, dont certains qui avaient été particulièrement touchés par la COVID-19.

Ariane Fortin-Brochu, de son côté, a rappelé que l'absence de contacts entraînait une perte d'intérêt de ses membres (« un sport de combat sans combat, c'est comme un sport de raquette sans raquette »).

De plus, les prochaines semaines sont particulièrement importantes au chapitre des inscriptions. Une décision tardive du gouvernement aurait des effets désastreux. « On nous a dit qu'on ne nous fera pas attendre et que, dans les prochains jours, on aurait une réponse de leur part », s'est-elle réjouie.

Le dialogue tant attendu

La rencontre de mardi met un terme à une longue bataille des sports de combat afin d'obtenir une discussion et des réponses de la part de la Santé publique.

« On lui a mentionné [au Dr Arruda] qu'on avait trouvé ça dur de ne pas avoir de dialogue avant », indique Ariane Fortin-Brochu.

« Maintenant que le canal est ouvert, il faut qu'il le reste. Oui, on aurait aimé qu'il le soit avant. Ce n'était pas le temps en mars-avril, mais fin mai ou début juin, j'aurais aimé ça avoir des signaux. Mais maintenant, on regarde en avant », conclut Patrick Kearney.